

NOTE DE POLITIQUE – N° 07/2023

# Si l'UE était un État du États-Unis : comparaison Croissance économique entre États de l'UE et des États-Unis

Par Fredrik Erixon, Oscar Guinée et Oscar du Roy, respectivement directeur,  
économiste principal et assistant de recherche à l'ECIPE.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

Cette note d'orientation est un avertissement sur la faible croissance économique de l'Europe et ses conséquences sur la prospérité. La tendance à long terme du produit intérieur brut par habitant est d'une importance cruciale mais pas toujours facile à saisir. S'il est courant de comparer les niveaux de croissance d'un pays à l'autre au cours d'une même année, la réalité est que c'est la tendance à long terme qui compte. Une économie qui connaît une croissance de 3 pour cent par an doublera en 24 ans, mais une économie qui connaît une croissance de 1 pour cent par an ne doublera qu'en 48 ans. Depuis longtemps, le taux de croissance moyen dans les économies européennes matures et développées est plus proche de 1 que de 3 pour cent.

L'UE a connu une croissance économique positive, mais elle a été lente par rapport aux autres économies développées. Si les pays européens étaient des États des États-Unis, nombre d'entre eux appartiendraient au groupe des États les plus pauvres. Dans cette note d'orientation, nous classons le PIB par habitant des pays de l'UE et des États américains, et le résultat est décourageant. Le classement du PIB par habitant dans 14 États membres de l'UE, qui représentaient ensemble 89 % du PIB de l'UE, était inférieur en 2021 à celui de 2000. Par exemple, la France et

L'Allemagne était aussi riche qu'au 36<sup>e</sup> et au 31<sup>e</sup> États américains en 2000, mais vingt et un ans plus tard, Le PIB français par habitant était inférieur au 48<sup>e</sup>

l'État américain le plus pauvre, l'Arkansas, tandis que le PIB par habitant de l'Allemagne avait chuté pour devenir aussi prospère que le 38<sup>e</sup> État américain, l'Oklahoma. Le PIB par habitant des pays d'Europe centrale et orientale a considérablement augmenté, mais leur taille relativement petite et leur point de départ plus bas les empêchent d'inverser la tendance au déclin économique relatif de l'Europe. Le résultat de cette économie

La divergence entre les États membres de l'UE et les États américains constitue un écart croissant du PIB par habitant entre l'UE et les États-Unis, qui atteignait 82 % en 2021.

Si la tendance se poursuit, l'écart de prospérité entre l'Européen moyen et l'Américain moyen en 2035 sera aussi grand qu'aujourd'hui entre l'Européen moyen et l'Indien.

Cette note d'orientation raconte l'histoire du potentiel économique inexploité de l'UE, mais offre également une lueur d'espoir. Si les États américains ont réussi à maintenir des taux de croissance économique robustes, les États membres de l'UE peuvent le faire également. Cependant, pour ce faire, l'UE doit remettre la croissance économique et la compétitivité au centre de sa politique économique.

Si l'Europe veut faire face aux défis posés par le changement climatique et la transition numérique, le fardeau croissant du vieillissement de la société et des budgets de défense, une croissance économique plus élevée n'est pas une option mais une nécessité.

# 1. INTRODUCTION

Albert Einstein aurait qualifié les intérêts composés de « 8ème merveille du monde ». La citation est peut-être une légende urbaine, mais son essence est profonde : peu de concepts importants et fondamentaux en économie sont aussi sous-estimés que les intérêts composés. Un taux de croissance de 1 % de votre épargne ou du produit intérieur brut (PIB) peut ne pas sembler très différent d'un taux de croissance de 2 %. Au cours des deux prochaines années, la différence entre les résultats des deux scénarios ne sera pas si grande. Cependant, si l'on étend la différence sur vingt ans, voire plus, la différence dans les résultats sera flagrante. L'épargne ou l'économie qui croît d'un point de pourcentage de plus que l'autre finira par avoir une valeur économique bien plus grande.

C'est ainsi qu'évolue la prospérité relative. Les pays ne deviennent pas plus riches ou plus pauvres que d'autres en un instant : cela se produit avec le temps. Une économie qui connaît une croissance de 3 pour cent doublera en 24 ans, tandis qu'une économie qui connaît une croissance de 2 pour cent aura besoin de douze années supplémentaires pour doubler. Cette notion fondamentale de croissance économique échappe souvent à de nombreux dirigeants politiques. Beaucoup pourraient penser que la différence entre une croissance de 2 % et une croissance de 3 % est de 1 % – mais la différence réelle est de 50 %.

Cette note d'orientation est un signal d'alarme concernant le développement économique de l'Europe. Dans de nombreuses régions d'Europe – et notamment dans les économies matures – les taux de croissance économique sont faibles depuis longtemps. Les conséquences d'une faible croissance sont également de plus en plus visibles. Et pourtant, le discours économique européen est étrangement éloigné de l'ambition de retrouver des taux de croissance économique élevés. Beaucoup auront l'impression que nous sommes plongés dans une crise économique permanente depuis 2008, et peut-être que l'attrition s'est déclenchée. Les appels à apporter les changements nécessaires pour accélérer la croissance de l'économie ont épuisé les gens, et peut-être y a-t-il eu une acceptation progressive de la dure réalité de vivre dans des économies à faible croissance. Cependant, il est primordial – pour la prospérité, le bien-être, les opportunités, la puissance géopolitique et la transition verte – que l'Europe élève ses niveaux de croissance.

Les économies qui ne connaissent pas une croissance saine ont tendance à réduire les opportunités économiques pour les grands groupes – en particulier les jeunes – et les gens doivent se préparer aux luttes politiques pour l'argent et les ressources. Les opinions deviennent myopes et beaucoup perdent la générosité visionnaire qui est plus forte dans les économies saines – le sentiment que je n'obtiendrai peut-être pas autant cette fois, mais que dans une économie d'abondance, il y aura des améliorations aussi pour moi, sinon maintenant, donc l'année prochaine. . Il est vrai que la croissance et le PIB ne font pas tout, et que des conditions de vie bonnes et durables vont bien au-delà de ce qui est enregistré dans les comptes nationaux. Mais une économie saine et en croissance constitue la base de nombreuses ambitions matérielles que nous avons en tant qu'individus et sociétés. Pour la plupart des défis auxquels l'Europe est confrontée – par exemple le changement climatique, le vieillissement de la population et le surendettement – des taux de croissance économique plus élevés sont un élément nécessaire de la solution.

Cette note d'orientation examine les manières traditionnelles et nouvelles de comparer le développement économique de l'Europe. L'élément central est une comparaison entre le PIB par habitant de l'UE et des États-Unis, et l'évolution des classements économiques au cours des 20 dernières années. En d'autres termes, si les grandes économies comme la France et l'Italie étaient des États aux États-Unis, comment se comporteraient-elles par rapport à d'autres États comme l'Alabama, la Californie, le Mississippi et le Texas ? Le résultat est décourageant. Quelle que soit la mesure utilisée pour comparer les niveaux de PIB et de croissance économique, la différence de prospérité entre

l'UE et les États-Unis ont connu une croissance substantielle. Si la tendance se poursuit, l'écart de prospérité entre l'Américain moyen et l'Européen en 2035 sera aussi grand qu'entre l'Européen moyen et l'Indien aujourd'hui.

Certains lecteurs diront que ces comparaisons n'ont que peu de valeur : l'Amérique et l'Europe sont différentes, et les niveaux de prospérité plus faibles en Europe sont le résultat de décisions conscientes visant à promouvoir un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée et à mettre en place des systèmes de sécurité sociale qui se soucient de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée. pour tous. De telles observations sont valables, mais seulement jusqu'à un certain point. Les Américains travaillent effectivement plus d'heures que les Européens, mais si cette différence existe depuis longtemps, elle n'a pas changé au cours des 20 dernières années – la période que nous étudions. Au contraire, les deux côtés semblent plutôt se ressembler davantage. Les ambitions plus élevées en matière d'État-providence ne constituent pas non plus une motivation pour une croissance économique plus faible. En fait, un argument important en faveur de l'État-providence est qu'un accès égal ou meilleur à l'éducation, aux soins de santé, à la garde d'enfants et aux assurances sociales favorise davantage d'activité économique et une meilleure main-d'œuvre.

La structure de la note d'orientation est la suivante. Le chapitre suivant examine quelques mesures orthodoxes de la croissance et du dynamisme économiques. Le chapitre 3 compare le PIB par habitant entre les États membres de l'UE et les États américains. Le chapitre 4 conclut l'article.

## 2. CROISSANCE DANS L'UE ET AUX ÉTATS-UNIS

L'Europe est une région économique diversifiée. Il comprend les économies avancées qui se trouvent à la frontière de la compétitivité, de l'innovation et de la productivité – et les économies qui sont encore en train de rattraper leur retard.

L'Union européenne n'est donc pas une économie unique présentant des taux de performance économique égaux parmi tous ses membres. Une tendance générale des 20 dernières années est que la croissance économique a été rapide dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ont rejoint l'UE au cours de cette période, mais que les taux de croissance ont été lents, en particulier dans les économies continentales. La conséquence est que l'écart économique entre ces groupes de pays s'est rapidement réduit.

La croissance économique dans la zone euro, une région comparable à celle des États-Unis, a été profondément décevante : la région est à la traîne des États-Unis depuis les années 1980, ce qui a entraîné une baisse des taux de performance économique globale de l'UE.<sup>1</sup> Il existe de nombreuses explications structurelles derrière des taux de croissance en retard. Par exemple, l'évolution des marchés dans l'UE et en particulier dans les pays de la zone euro est faible – et en retard sur des économies comparables comme les États-Unis. Par conséquent, l'entrée et la sortie des entreprises sur les marchés européens sont freinées, ce qui entraîne un ralentissement du dynamisme et une mauvaise allocation des ressources.<sup>2</sup>

Les petites entreprises ne se développent pas aussi vite qu'elles le pourraient et trop d'entreprises historiques ne sont pas confrontées à une concurrence suffisante, ce qui crée des marchés moins sensibles à l'innovation en matière d'entreprises et de produits – un manque de ce que l'économiste autrichien Joseph A. Schumpeter a appelé un jour « l'innovation pérenne ». vent de destruction créatrice ». En outre, les investissements dans les infrastructures ont été relativement faibles et de nombreux services d'infrastructure clés sont peu exposés à la concurrence. Tendances séculaires comme la population

---

1 Erixon, F., Guinée, O., Lamprecht, P., Sharma, V., Sisto, E., van der Marel, E. (2022). Une boussole pour guider la politique de l'UE en faveur de la compétitivité des entreprises. Rapport, ECIPE. Bruxelles, occ. Article 6/2022, 82p.

2 López-García, Paloma. (2021). Facteurs clés à l'origine des tendances de la productivité dans les pays de l'UE. Revue de la stratégie de la BCE.

Le déclin et la hausse des coûts de l'énergie ont eu un impact sur la structure des coûts de nombreuses entreprises européennes.<sup>3</sup> La combinaison de ces facteurs et de nombreux autres facteurs a contribué à la baisse des taux de croissance économique.

La productivité est la clé de voûte de la prospérité, de la croissance et d'une société « florissante ». Au fil du temps, la productivité du travail a également augmenté plus rapidement aux États-Unis que dans la zone euro (voir graphique 1), et nous sommes bien loin de l'époque où la différence entre les États-Unis et de nombreux États prospères s'expliquait par le travail des Américains. des heures plus longues. En fait, l'écart entre les horaires de travail entre l'Europe et les États-Unis s'est creusé jusqu'en 1995, mais ensuite la tendance s'est inversée.<sup>4</sup> Même si l'ensemble de l'UE a connu une croissance plus rapide de la productivité du travail – en particulier après l'élargissement – il est remarquable que les différences Les taux de croissance entre les pays de la zone euro et les États-Unis persistent.

L'examen des composantes de la croissance de la productivité révèle des modèles intéressants de comportement économique. Dans la figure 2, qui décompose la croissance de la productivité, nous constatons que la croissance de la productivité en Europe – en particulier au cours des 20 dernières années – a été largement tirée par l'intensification du capital, ce qui signifie que la quantité de capital par travailleur a augmenté. Cependant, la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'UE, qui peut être considérée comme une référence pour le taux de croissance de la technologie et de l'innovation dans l'économie, a été plus forte dans les années 1990, même si elle a quelque peu repris après 2015.

Le ralentissement de la croissance de la productivité dans la zone euro ne semble pas être dû à de profonds changements structurels dans l'économie – par exemple, la tendance séculaire du secteur des services à assumer une part plus importante de la production totale en Europe. En fait, ces changements semblent avoir eu un effet positif sur la composition de l'emploi, conduisant à des niveaux de productivité plus élevés. Le principal facteur à l'origine du déclin se produit au sein des secteurs plutôt qu'entre eux. Notamment dans le secteur manufacturier, où le ralentissement de la productivité s'est également produit dans toutes les tailles d'entreprises et dans toutes les parties de la répartition de la productivité. Même les entreprises pionnières – les 5 pour cent d'entreprises les plus productives – du secteur manufacturier ont considérablement réduit leurs taux de croissance de productivité. Le secteur des services affiche une performance différente : les entreprises de services frontaliers ont accéléré la croissance de leur productivité au cours des 15 dernières années.<sup>5</sup>

Aux États-Unis, les parts relatives des facteurs qui déterminent la croissance économique sont quelque peu similaires, mais ce qui ressort est que la contribution de l'intensification du capital et de la croissance de la PTF est nettement plus importante que dans la zone euro. Alors que le taux de PTF aux États-Unis a diminué par rapport aux niveaux élevés des années 1990 – niveaux qui ont été poussés par l'évolution technologique à travers la révolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) après une forte augmentation des dépenses d'investissement en TIC – la croissance de la PTF reste bien plus élevée que dans la zone euro. Groupe de zone.

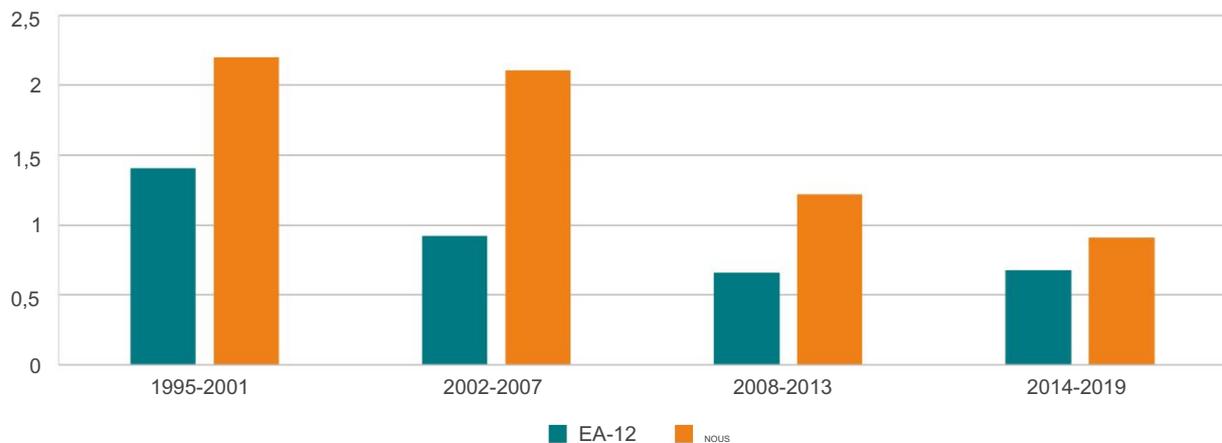
---

<sup>3</sup> Ari. A. et Al. (2022). Flambée des prix de l'énergie en Europe au lendemain de la guerre : comment soutenir les plus vulnérables et accélérer la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Document de travail du FMI n° 2022/162.

<sup>4</sup> Bick, A., Brüggemann, B. et Fuchs-Schündeln, N. (2019). Heures travaillées en Europe et aux États-Unis : nouvelles données, nouvelles preuves. Le journal scandinave d'économie, 1381-1416.

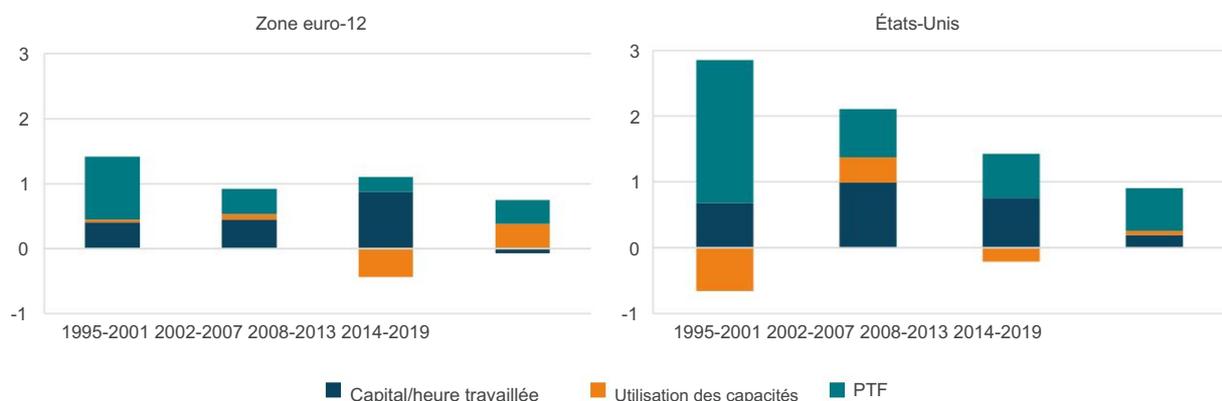
<sup>5</sup> Banque centrale européenne (2017). Le ralentissement de la productivité de la zone euro dans un contexte mondial. Bulletin économique de la BCE, numéro 3, 2017.

FIGURE 1 : CROISSANCE DU PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE



Source : Eurostat et Banque de Réserve fédérale des États-Unis

FIGURE 2 : CONTRIBUTIONS À LA CROISSANCE DU PIB/HEURE TRAVAILLÉE



Source : Banque centrale européenne, Eurostat, Banque de réserve des États-Unis.

La croissance de la PTF est essentielle à une croissance économique durable. Elle s'explique en partie par un rythme plus élevé de recherche, de technologie et d'innovation – plus généralement par la contribution à la croissance économique qui provient des individus, des entreprises et des marchés qui adoptent de nouvelles technologies et pratiques commerciales dans un environnement compétitif et dynamique. L'évolution technologique en constitue un élément important – mais des taux élevés d'innovation et de croissance de la PTF nécessitent également des marchés dynamiques et compétitifs qui récompensent les entreprises qui conduisent un changement productif. Il s'agit également d'un élément essentiel de la croissance de la productivité, car la R&D, l'innovation et les récompenses pour un changement productif du marché imprègnent toutes les industries alors que nous nous dirigeons vers d'importants changements technologiques et de modèle économique. En d'autres termes, il est désormais essentiel d'accroître la croissance en diffusant les nouvelles technologies et l'innovation dans la production de biens et de services sans ajouter de nouveaux capitaux et de main d'œuvre à l'économie.

C'est également un aspect qui rend encore plus urgente la nécessité pour l'Europe de se concentrer sur sa croissance économique. Si l'on compare l'UE et les États-Unis au niveau de l'entreprise (et non de l'économie dans son ensemble), il existe un écart de productivité important – et cet écart s'étend aux facteurs de production tels que les dépenses des entreprises en R&D ainsi qu'à la production.

des facteurs tels que la rentabilité de l'entreprise. Entre 2014 et 2019, les entreprises européennes ont connu une croissance en moyenne 40 % plus lente que leurs homologues américaines et ont dépensé 40 % de moins en R&D.<sup>6</sup> En conséquence, l'écart entre les valorisations boursières de l'UE et des États-Unis s'est creusé. Cela se reflète également dans la génération de nouvelles connaissances et technologies. Les États-Unis surpassent l'Europe dans toutes les catégories de technologies transversales ou de pointe – des technologies qui ouvrent une nouvelle voie pour l'économie. Elle génère non seulement plus de brevets que l'Europe dans les domaines de l'informatique et de l'IA – des technologies connues pour être puissantes aux États-Unis – mais aussi dans la technologie des matériaux et les technologies propres, des catégories de technologies dans lesquelles l'Europe a traditionnellement fait preuve d'une forte compétitivité et a surpassé les États-Unis dans le passé. L'UE reste en avance sur la Chine dans la plupart des catégories technologiques, mais il est remarquable de constater que d'autres pays d'Asie ont accru leur rôle en tant que sources de nouvelles technologies et d'innovation.<sup>7</sup>

### 3. SI LES PAYS DE L'UE ÉTAIT DES ÉTATS AUX USA ÉTATS

Le succès d'un pays ne peut se mesurer uniquement à l'aune de son PIB. Le niveau de réussite individuelle ou de bonheur dans un pays n'est pas nécessairement une conséquence ou le reflet de sa capacité à générer de la production. Dans de nombreux domaines, en dehors des considérations purement économiques, l'UE dépasse les États-Unis. Par exemple, l'espérance de vie dans l'UE (80 ans à la naissance<sup>8</sup>) est plus élevée qu'aux États-Unis (77 ans<sup>9</sup>), en partie à cause de taux plus faibles de morts violentes et liées à la drogue<sup>10</sup>, mais aussi parce que l'UE obtient de meilleurs résultats en matière de santé que les États-Unis – malgré dépenser une part inférieure de son PIB

dans les soins de santé.<sup>11</sup>

Il est également vrai que l'UE distribue ses ressources de manière plus équitable que les États-Unis et qu'elle mène des politiques sociales plus généreuses. Dans l'UE, les 10 pour cent les plus riches détiennent 36 pour cent du revenu national avant impôts et la moitié inférieure en détiennent 19 pour cent. Aux États-Unis, ces chiffres étaient de 45 pour cent pour les 10 pour cent les plus riches et de 13 pour cent pour la moitié la plus pauvre.<sup>12</sup> Néanmoins, au cours des dernières années, les États-Unis sont devenus plus européens, réduisant ainsi leur écart en matière de dépenses sociales avec l'UE. Entre 2000 et 2019, la différence entre les dépenses sociales en pourcentage du PIB entre l'UE et les États-Unis est passée de 6 à 4 points de pourcentage.<sup>13</sup> Dans le même temps, les différences de coefficient de Gini entre l'UE et les États-Unis sont restées relativement stables au fil du temps.<sup>14</sup> De même, et comme cela a été mentionné plus tôt, d'autres différences structurelles entre l'économie de l'UE et celle des États-Unis, comme le nombre d'heures de travail, se sont également réduites au fil du temps. Par conséquent, l'écart croissant en termes de performances économiques entre l'UE et les États-Unis au cours des dernières décennies ne peut pas s'expliquer par les différences dans les contrats sociaux.

6 Institut mondial McKinsey (2022). Assurer la compétitivité de l'Europe : combler son déficit technologique.

7 Les brevets en tant qu'indicateur de l'innovation souffrent de certaines limites, comme le démontre Griliches, Z. (1998). Les conclusions sur la position relative des pays dans la course à l'innovation fondées sur les données relatives aux brevets devraient tenir compte de ces limites.

8 Commission européenne. (2023, mars). Statistiques de mortalité et d'espérance de vie. Extrait d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

9 Arias, E., Tejada-Vera, B., Kochanek, KD et Ahmad, FB (2022). Estimations provisoires de l'espérance de vie pour 2021. Centres de Contrôle et prévention des maladies.

10 The Economist (13 avril 2023). La surperformance économique de l'Amérique est une merveille à contempler. L'économiste, récupéré de <https://www.economist.com>

11 Banque mondiale. (7 avril 2023). Dépenses courantes de santé (% du PIB). Extrait de la Banque mondiale : <https://data.worldbank.org/indicateur/SH.XPD.CHEX.GD.ZS>

12 Laboratoire des inégalités mondiales. (13 mai 2023). Données. Extrait de la base de données sur les inégalités mondiales : <https://wid.world/data/>

13 OCDE (2023), Dépenses sociales (indicateur). doi : 10.1787/7497563b-en (Consulté le 2 juin 2023)

14 Banque mondiale. (15 mai 2023). Indice de Gini. Extrait de la Banque mondiale : <https://data.worldbank.org>

Cet écart de performance économique est important. Le PIB par habitant peut être différent de la productivité, du progrès technologique ou du bien-être, mais il est corrélé à ces mesures. Ce chapitre analyse l'écart croissant entre la croissance économique de l'UE et celle des États-Unis en examinant le PIB par habitant des États membres de l'UE et des États-Unis au fil du temps. Cela représente une baisse constante de la prospérité économique de l'Europe par rapport aux États américains. Cependant, tous ceux qui se soucient de la croissance économique de l'UE devraient interpréter cet exercice de manière constructive. L'utilisation des États américains comme unité d'analyse prouve que les économies pleinement développées, comparables aux États membres de l'UE, peuvent soutenir des taux de croissance économique plus élevés.

### 3.1 États membres de l'UE contre États américains

La figure 3 présente le PIB par habitant des États américains et des États membres européens en dollars américains, du plus élevé au plus faible. Le graphique montre clairement que les États américains sont bien plus représentés dans la partie supérieure du classement que les États membres de l'UE. Cela se traduit par des moyennes européennes et américaines qui diffèrent considérablement, la moyenne américaine se situant à la 19<sup>ème</sup> position et la moyenne européenne à la 60<sup>ème</sup> place seulement. Au bas du tableau se trouvent les États membres de l'UE centrale, orientale et balte qui ont commencé les années 2000 avec un revenu par personne relativement faible et les États membres du sud de l'UE comme la Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie.<sup>15</sup>

Le Luxembourg et l'Irlande sont respectivement classés premier et deuxième. Cela s'explique en partie par le fait que leur PIB par habitant surestime leur niveau de prospérité. En Irlande, le PIB est stimulé par les grandes multinationales pharmaceutiques et informatiques étrangères basées dans le pays qui, tout en produisant des biens et des services en Irlande, enregistrent une proportion importante de leurs bénéfices mondiaux en Irlande.

La Banque centrale d'Irlande estime que l'Irlande devrait plutôt se classer entre la 8<sup>e</sup> et la 12<sup>e</sup> place.

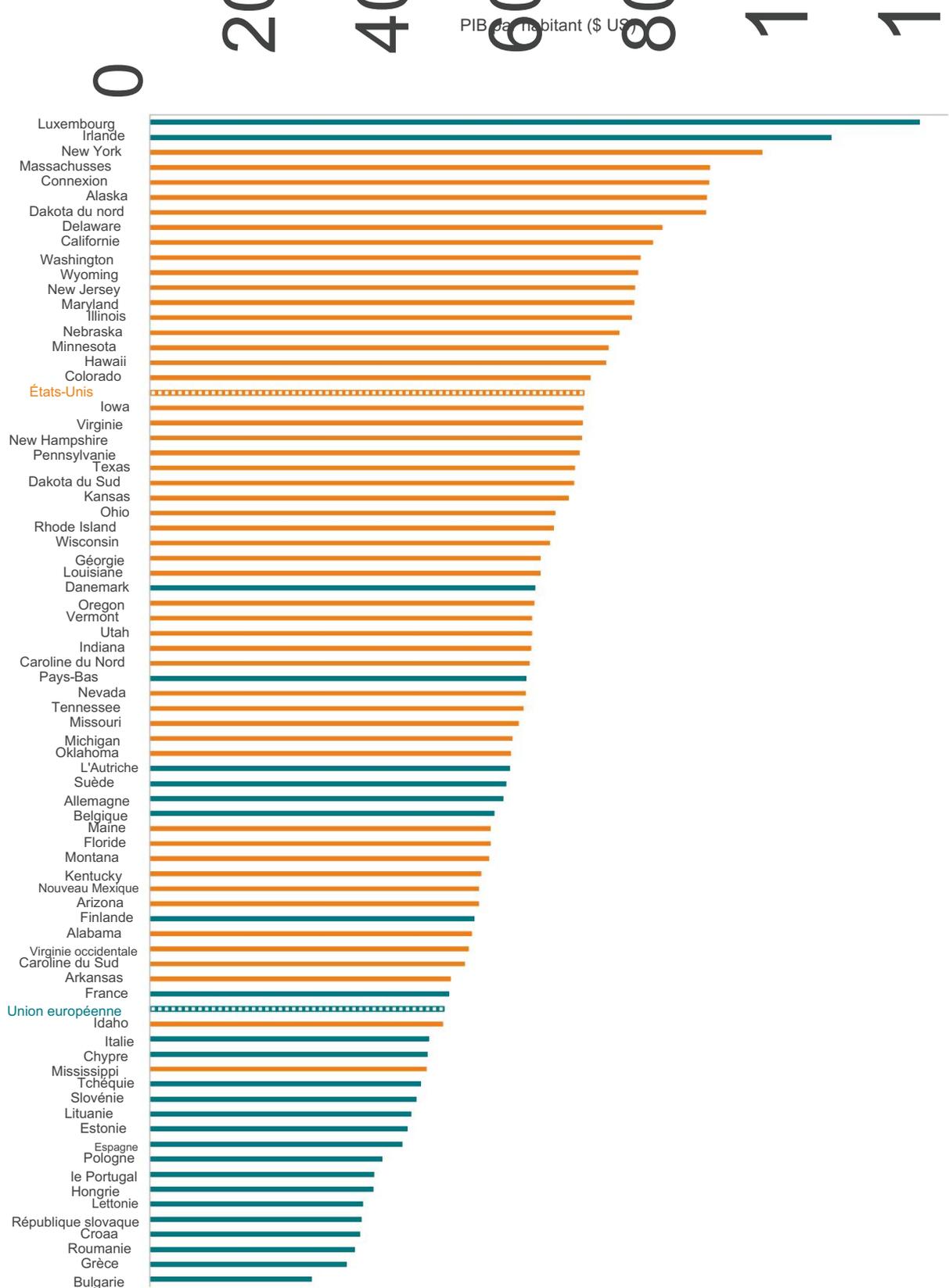
situation dans l'UE si l'on considère les éléments pertinents du revenu par habitant.<sup>16</sup> Pour le Luxembourg, la situation est légèrement différente. Un PIB par habitant élevé est principalement dû aux flux transfrontaliers de travailleurs dans l'emploi total, car ils contribuent au PIB global mais ne sont pas résidents du pays.<sup>17</sup> Mathématiquement parlant, dans l'expression du PIB par habitant, le numérateur est enflé par rapport au dénominateur.

<sup>15</sup> Les résultats de notre analyse ne changent pas lorsque nous utilisons le PIB par habitant en dollars sans la conversion en dollars PPA. En d'autres termes, si l'on ne prend pas en compte les différences de coût de la vie entre les pays, les classements relatifs entre les États membres de l'UE et les États américains restent presque identiques. La répartition des États membres de l'UE et des États américains aux extrémités supérieure et inférieure est la même quelle que soit la définition du PIB par habitant, ce qui valide notre analyse. La seule différence réside dans l'ampleur des changements de classement au fil du temps, qui est plus prononcée lorsqu'aucune conversion PPA n'est utilisée.

<sup>16</sup> Honohan, P. (2021). L'Irlande est-elle vraiment le pays le plus prospère ? Banque centrale d'Irlande.

<sup>17</sup> Commission européenne. (2021, 15 décembre). Niveaux AIC les plus élevés au Luxembourg, en Allemagne et au Danemark. Récupéré de Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

FIGURE 3 : PIB PAR HABITANT DES ÉTATS DES ÉTATS-UNIS ET DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE (2021)



Source : Banque mondiale, US Census Bureau, US Bureau of Economic Analysis, calculs de l'auteur.

## ENCADRÉ 1 : MÉTHODOLOGIE POUR COMPARER LE PIB PAR HABITANT DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE ET DES ÉTATS DES ÉTATS-UNIS

Le PIB par habitant des États membres de l'UE a été extrait de la Banque mondiale. La base de données de la Banque mondiale comprenait des données pour tous les États membres de l'UE, à l'exception de Malte. Les données démographiques ont également été récupérées auprès de la Banque mondiale. Le PIB par habitant est mesuré en dollars internationaux américains de 2017 à parité de pouvoir d'achat (PPA) pour deux raisons. L'année de référence 2017 est utilisée pour éliminer les différences de niveaux de prix qui surviennent au fil du temps entre les pays, et la conversion PPA aligne les monnaies locales sur le dollar américain pour tenir compte des écarts de taux de change.

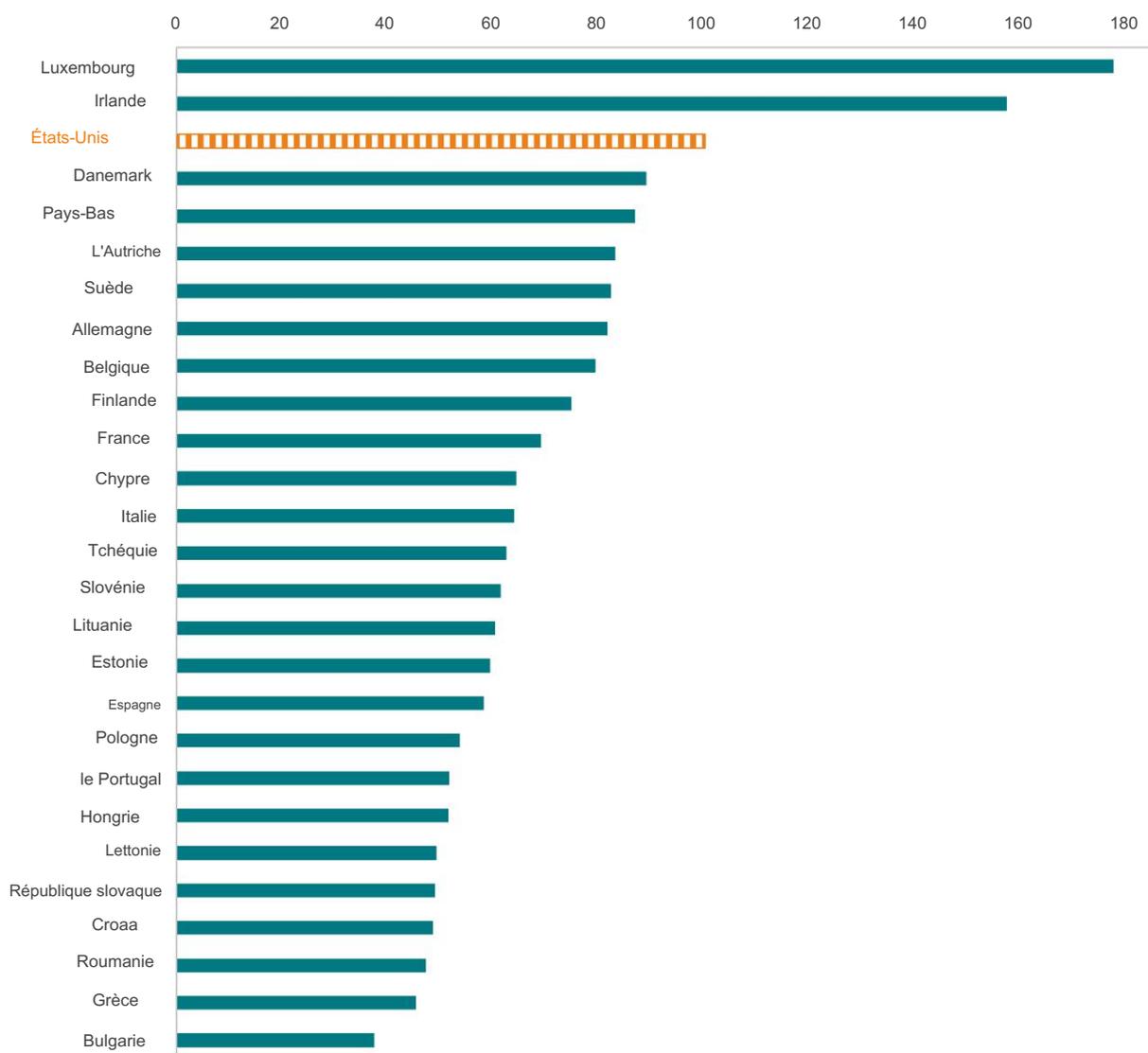
Les séries démographiques des États américains ont été obtenues auprès du US Census Bureau, qui effectue des dénombrements de population tous les dix ans et fournit des séries d'estimations fluides entre les intervalles de dénombrement. Le PIB américain au niveau des États a été obtenu auprès du Bureau of Economic Analysis.

Un indice de quantité de type chaîne a été utilisé pour convertir le PIB en dollars courants en dollars de 2017. Pour vérifier si la conversion en dollars de 2017 au niveau des États américains à l'aide de l'indice de type chaîne était cohérente, le chiffre obtenu pour l'ensemble des États-Unis a été comparé au PIB par habitant en PPA en dollars constants de 2017 de la Banque mondiale. Les deux personnages étaient proches

l'un l'autre.

La figure 4 donne une lecture similaire à celle ci-dessus, mais elle se concentre sur les États membres de l'UE. Il montre le classement des États membres de l'UE en 2021 par rapport à la moyenne américaine, exprimé sous la forme d'un indice avec les États-Unis égal à 100. Il montre que presque tous les États membres de l'UE se situent en dessous de la moyenne américaine et que 11 États membres de l'UE ont présenté un PIB par habitant inférieur à 60 pour cent des États-Unis.

FIGURE 4 : CLASSEMENT DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE PAR RAPPORT AUX ÉTATS-UNIS (US ÉGAL À 100, 2021)



Source : Banque mondiale, US Census Bureau, US Bureau of Economic Analysis, calculs de l'auteur.

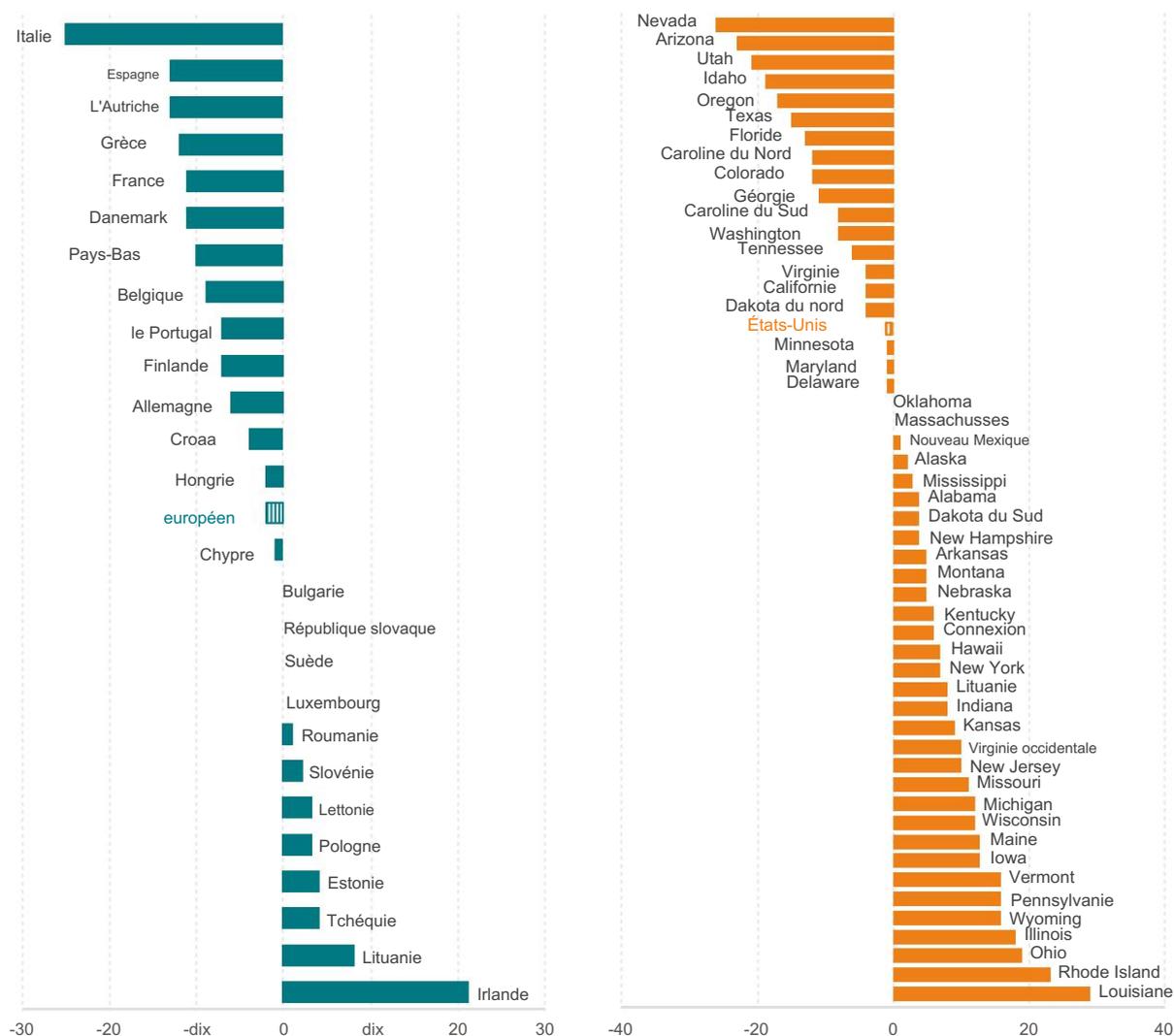
## 3.2 Descendre

Si la comparaison entre le PIB par habitant des États membres de l'UE et celui des États américains est frappante, l'évolution au cours des vingt dernières années est stupéfiante. La figure 5 montre l'évolution du classement de chaque État membre de l'UE et État américain entre 2000 et 2021. Une valeur positive signifie qu'un État membre de l'UE ou un État américain a grimpé dans le classement, tandis qu'une valeur négative signifie que son classement était plus élevé dans le classement. l'année 2000 qu'en 2021.

Au cours de cette période, seuls huit États membres de l'UE ont progressé dans le classement, tandis que 31 États américains ont gagné au moins une position. À l'inverse, le classement des 14 États membres de l'UE, qui représentaient ensemble 89 pour cent du PIB de l'UE, a baissé. Parmi eux, la France et l'Allemagne, qui ont perdu respectivement 11 et 6 places et dont la croissance économique et la taille soutiennent les chiffres de l'UE. D'un autre côté, un

Un certain nombre de pays de l'UE qui ont rejoint l'UE en 2004, tels que la Roumanie, la Slovénie, la Lettonie, la Pologne, l'Estonie, la République tchèque et la Lituanie, ont grimpé dans le classement. La montée en puissance de ces pays n'a toutefois pas suffi à réduire l'écart de PIB par habitant entre l'UE et les États-Unis.

FIGURE 5 : ÉVOLUTION DU CLASSEMENT ENTRE 2000-2021

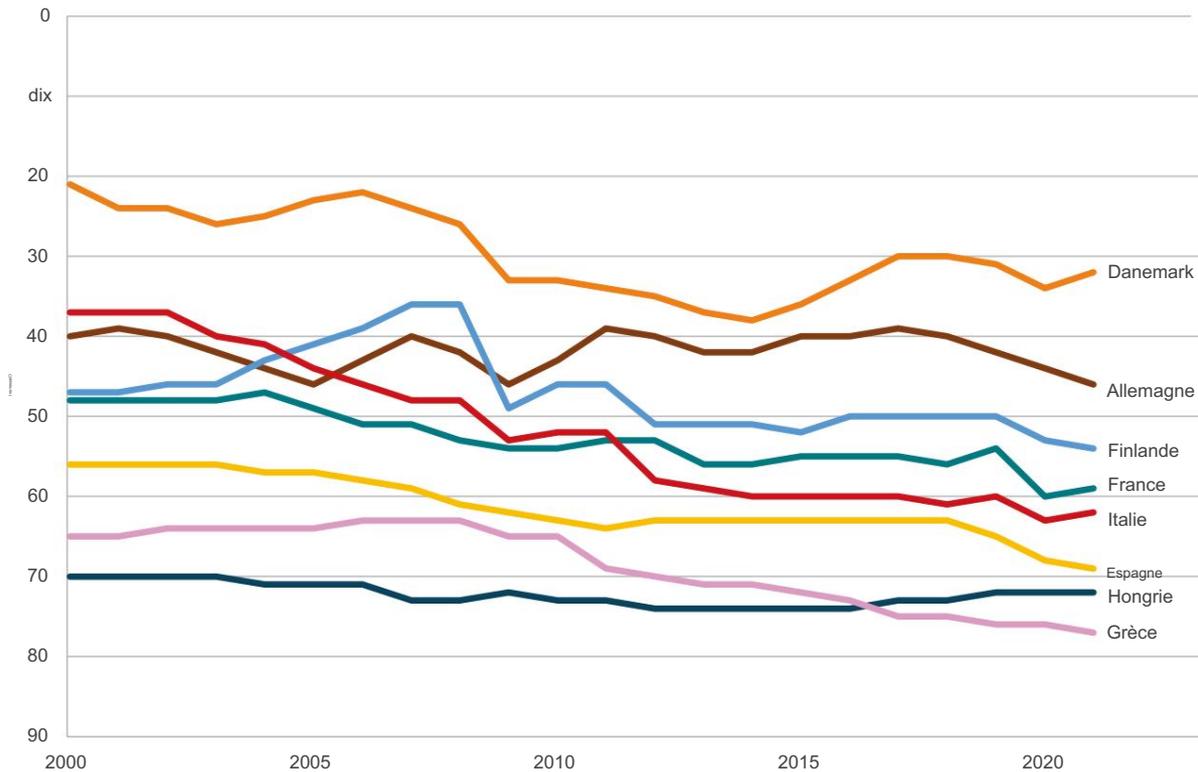


Source : Banque mondiale, US Census Bureau, US Bureau of Economic Analysis, calculs de l'auteur.

La figure 6 complète la précédente en présentant 8 des 14 États membres de l'UE qui ont chuté dans le classement du PIB par habitant. Le graphique montre que tous les pays n'ont pas connu le même schéma de déclin. Certains, comme l'Italie qui perd 25 places, mais aussi la France, l'Espagne et la Grèce voient leur classement baisser régulièrement. D'autres, comme la Finlande, illustrent une histoire de succès mitigés : une croissance régulière jusqu'en 2008, lorsque la crise financière a fait perdre au pays 13 places, effaçant de fait tous les gains antérieurs en l'espace d'un an. Le chiffre illustre également les effets de la pandémie en 2019, avec des pays comme la France et l'Italie relativement touchés.

plus dur que les autres.

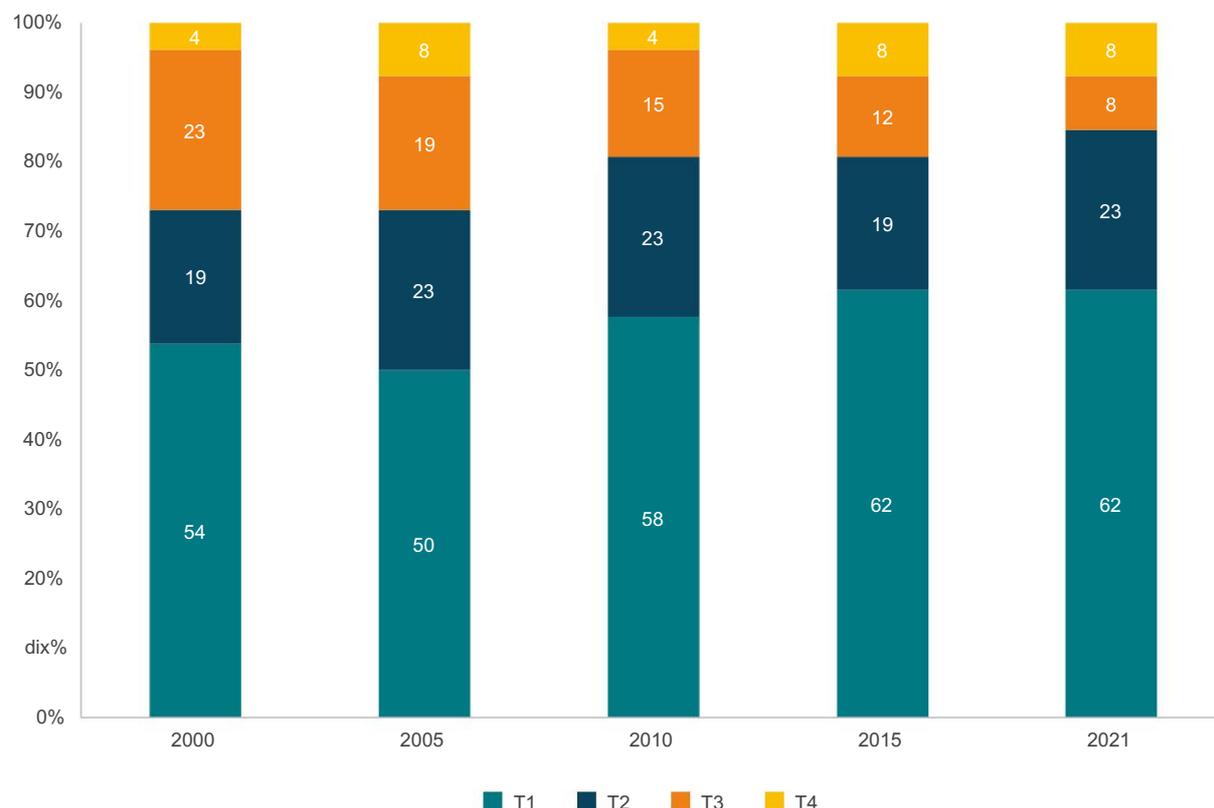
FIGURE 6 : BAISSÉ RELATIVE DU PIB PAR HABITANT DANS UNE SÉLECTION D'ÉTATS MEMBRES DE L'UE (2000 – 2021)



Source : Banque mondiale, US Census Bureau, US Bureau of Economic Analysis, calculs de l'auteur.

Une autre façon d'illustrer la chute relative des États membres de l'UE consiste à afficher le nombre d'États membres de l'UE dans la répartition partagée du PIB par habitant au fil du temps. En d'autres termes, si nous classons les économies américaine et européenne du PIB par habitant le plus élevé au plus faible, combien d'États membres en Europe se trouveraient dans la partie inférieure de la répartition ? Le graphique 7 répond à cette question et montre que la proportion d'États membres de l'UE se situant en dessous de la médiane, qui est la somme du premier et du deuxième quartile, a augmenté. En 2000, 73 % des États membres de l'UE se trouvaient dans la moitié inférieure de la répartition combinée du PIB par habitant des États membres de l'UE et des États américains, et en 2021, ce chiffre était de 85 %. Dans le même temps, la proportion des États membres de l'UE situés au-dessus du milieu de la répartition, représentée par la somme des troisième et quatrième quartiles, a diminué. En 2000, 27 pour cent des États membres de l'UE se trouvaient dans la moitié supérieure de la répartition combinée, mais en 2021, seuls 16 pour cent, à savoir le Luxembourg, l'Irlande, le Danemark et les Pays-Bas, appartiennent à l'un ou l'autre des deux quartiles supérieurs.

FIGURE 7 : POURCENTAGE D'ÉTATS MEMBRES DE L'UE DANS CHAQUE QUARTILE DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE ET RÉPARTITION DU PIB PAR HABITANT DES ÉTATS AMÉRICAINS



Source : Banque mondiale, US Census Bureau, US Bureau of Economic Analysis, calculs de l'auteur.

### 3.3 La différence entre 2 pour cent et 3 pour cent

La croissance n'est pas de 1 pour cent, elle est de 50 pour cent

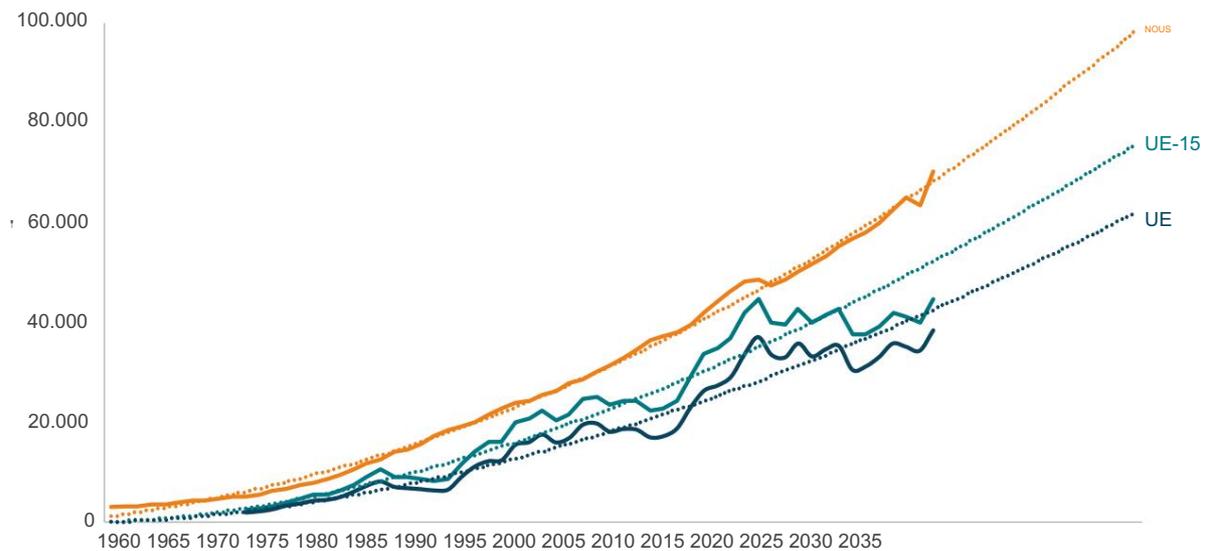
La figure 8 regroupe les différents États américains et membres de l'UE dans leurs chiffres nationaux. Il présente le PIB par habitant en dollars américains courants pour les États-Unis et l'UE ainsi que les projections jusqu'en 2035 basées sur des données historiques. Il inclut les 1518 pays de l'UE parce qu'ils reflètent les pays les plus avancés d'Europe qui, pour des raisons historiques et en raison de la structure de leur économie, sont plus comparables aux États-Unis.

Les PIB par habitant de l'UE et des États-Unis se sont comportés de manière similaire jusqu'en 2000, lorsque l'écart entre les deux lignes a commencé à se creuser visiblement. Le chemin de divergence s'est poursuivi et est devenu particulièrement aigu à partir de 2010, lorsque le PIB par habitant des États-Unis a augmenté en moyenne de 3,4 pour cent, tandis que le PIB par habitant de l'UE a augmenté en moyenne de 1,6 pour cent. Une différence aussi soutenue est très importante : en 2010, le PIB par habitant des États-Unis était de 47 % supérieur à celui de l'UE, tandis qu'en 2021, cet écart est passé à 82 %. Si la tendance actuelle du PIB par habitant se poursuit, en 2035, le PIB moyen par habitant aux États-Unis sera de 96 000 dollars, tandis que le PIB moyen par habitant de l'UE sera de 60 000 dollars. C'est la même différence

18 L'UE-15 comprend la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Suède. Ils sont souvent appelés les « États membres d'origine », ceux qui faisaient partie de l'UE avant l'élargissement de 1995.

du PIB par habitant par rapport à la situation actuelle entre le Japon et l'Équateur. Et même si la différence de niveaux entre les États-Unis et l'UE-15 est plus faible, la tendance et l'écart croissant sont très similaires.

FIGURE 8 : ÉVOLUTION DU PIB PAR HABITANT DE L'UE ET DES ÉTATS-UNIS



Source : Banque mondiale, calculs de l'auteur.

L'écart croissant du PIB par habitant entre l'UE et les États-Unis est également visible dans d'autres variables qui peuvent être considérées comme des indicateurs du bien-être matériel, comme la consommation privée, qui a été systématiquement plus élevée aux États-Unis que dans l'UE ces dernières années. Les dépenses des ménages en biens et services en proportion du PIB total ont légèrement augmenté aux États-Unis, mais ont diminué dans l'UE. Cette divergence a conduit à des niveaux de consommation privée plus faibles, ce qui est confirmé par une part plus élevée des ventes au détail dans l'économie privée aux États-Unis que dans l'UE (respectivement 6,5 contre 4,4 % en 2020).<sup>19 20</sup>

Ces chiffres devraient inciter les décideurs politiques à réfléchir. Aux taux de croissance actuels, il faudra 20 ans pour que la production par personne double aux États-Unis, alors que dans l'UE, cela prendrait 43 ans !

Toutefois, l'UE n'est pas condamnée à des taux de croissance faibles. Le pouvoir des intérêts composés peut également jouer en faveur de l'Europe si elle parvient à maintenir de légères augmentations du PIB au fil du temps, par exemple en augmentant la compétitivité de l'Europe.<sup>21</sup> Si l'UE augmentait son taux de croissance de seulement 0,5 pour cent, l'économie doublerait en 33 ans. - au lieu de 43 au taux de croissance actuel.

Comme mentionné précédemment, le PIB par habitant n'est pas la finalité de la politique économique et de nombreux aspects sont essentiels à une vie agréable dans laquelle l'UE surpasse les États-Unis. Mais il est également certain que la capacité d'un pays à faire face aux défis environnementaux, démographiques et géopolitiques

<sup>19</sup> Bureau américain d'analyse économique. (2023, 5 juin). Accès interactif aux données des comptes économiques de l'industrie. Récupéré de Bureau américain d'analyse économique.

<sup>20</sup> Commission européenne. (2023, 5 juin). Comptes nationaux agrégés par secteur d'activité (jusqu'à NACE A\*64). Récupéré de Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

<sup>21</sup> Erixon, F., Guinée, O., Lamprecht, P., Sisto, E. et van der Marel, E. (2023). Le dividende économique de la compétitivité. Rapport, ECIPE, Bruxelles, Policy Brief 02/2023, 36 p.

Les défis des décennies à venir s'atténueront avec des niveaux de croissance économique plus élevés. La comparaison avec les États américains montre que les économies développées, comme les États membres de l'UE, sont capables de maintenir des taux de croissance robustes du PIB par habitant.

## 4. CONCLUSIONS

L'économie américaine a clairement surperformé celle de l'UE. Cette disparité des résultats économiques s'est maintenue sur une longue période et, grâce au pouvoir des intérêts composés, a entraîné un écart de 82 % du PIB par habitant en faveur des États-Unis en 2021. Alors que l'herbe est toujours plus verte de l'autre côté de la barrière, et que l'UE obtient de meilleurs résultats que les États-Unis dans d'autres domaines importants pour la qualité de vie, comme la santé, l'écart de PIB par habitant entre l'UE et les États-Unis est devenu trop important pour être ignoré.

De nombreuses raisons expliquent cette variation des résultats économiques. La productivité totale des facteurs (PTF) de l'UE, un indicateur du changement technologique, est nettement inférieure à celle des États-Unis.

L'économie de l'UE a connu un dynamisme économique, des dépenses en R&D et des coûts énergétiques plus faibles que ceux des États-Unis. En conséquence, le PIB par habitant de l'UE, en particulier dans la zone euro, a été systématiquement inférieur à celui des États-Unis.

Les performances économiques relativement décevantes de l'UE par rapport aux États-Unis sont un fait économique bien connu. Toutefois, cela devient plus frappant lorsque les moyennes de l'UE et des États-Unis sont ventilées par éléments constitutifs, à savoir les États membres de l'UE et les États américains. Le tableau qui en résulte devrait être une source d'inquiétude pour les décideurs politiques de l'UE. Lorsque le PIB par habitant des États membres de l'UE et des États-Unis est classé du plus élevé au plus faible, seuls deux États membres de l'UE, le Luxembourg et l'Irlande, ont un PIB par habitant supérieur à la moyenne américaine. Le prochain sur la liste est le Danemark, dont le PIB par habitant est toujours inférieur à celui de 28 États américains. Depuis 2000, 14 États membres de l'UE, dont l'Allemagne, la France et l'Italie, qui étaient historiquement les moteurs de l'activité économique européenne, ont chuté dans ce classement. Même si le PIB par habitant des pays d'Europe centrale et orientale a considérablement augmenté, leur taille relativement petite et leur point de départ plus bas les empêchent d'inverser la tendance au déclin économique relatif de l'UE.

Cependant, chaque nuage a une lueur d'espoir. Cette note d'orientation offre un aperçu d'espoir pour l'Europe.

L'UE n'est pas vouée à un avenir de stagnation économique. L'exemple des États américains, dont le développement économique est comparable à celui des États membres de l'UE, prouve qu'il est possible d'atteindre des taux de croissance économique plus élevés et, compte tenu des défis actuels dans les domaines de l'énergie, de la défense, de la démographie et des finances publiques de l'UE, souhaitable.

## LES RÉFÉRENCES

Ari, A., Arregui, N., Black, S., Celasun, O., Iakova, DM, Mineshima, A. et Zhunussova, K. (2022).

Flambée des prix de l'énergie en Europe au lendemain de la guerre : comment soutenir les personnes vulnérables et accélérer la transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Documents de travail du FMI, 2022/152.

Arias, E., Tejada-Vera, B., Kochanek, KD et Ahmad, FB (2022). Estimations provisoires de l'espérance de vie pour 2021. Centres pour le contrôle et la prévention des maladies.

Bick, A., Brüggemann, B. et Fuchs-Schündeln, N. (2019). Heures travaillées en Europe et aux États-Unis : nouvelles données, nouvelles réponses. Le journal scandinave d'économie, 1381-1416.

Erixon, F., Guinée, O., Lamprecht, P., Sharma, V., Sisto, E., van der Marel, E. (2022). Une boussole pour guider la politique de l'UE en faveur de la compétitivité des entreprises. Rapport, ECIPE. Bruxelles, occ. Article 6/2022, 82p.

Erixon, F., Guinée, O., Lamprecht, P., Sisto, E. et van der Marel, E. (2023). Le dividende économique de la compétitivité. Rapport, ECIPE, Bruxelles, Policy Brief 02/2023, 36 p.

Banque centrale européenne. (2017). Le ralentissement de la productivité de la zone euro dans un contexte mondial. Bulletin économique de la BCE(3).

Commission européenne. (2021, 15 décembre). Niveaux AIC les plus élevés au Luxembourg, en Allemagne et au Danemark. Extrait d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

Commission européenne. (2023, mars). Statistiques de mortalité et d'espérance de vie. Extrait d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

Commission européenne. (2023, 5 juin). Comptes nationaux agrégés par secteur d'activité (jusqu'à NACE A\*64). Extrait d'Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat>

Honohan, P. (2021). L'Irlande est-elle vraiment le pays le plus prospère ? Banque centrale d'Irlande.

López-García, Paloma. (2021). Facteurs clés à l'origine des tendances de la productivité dans les pays de l'UE. Revue de la stratégie de la BCE.

Institut mondial McKinsey. (2022). Garantir la compétitivité de l'Europe : combler son déficit technologique. McKinsey.

OCDE (2023), Dépenses sociales (indicateur). doi : 10.1787/7497563b-en (Consulté le 2 juin 2023)

L'économiste (13 avril 2023). La surperformance économique de l'Amérique est une merveille à contempler. L'économiste, extrait de <https://www.economist.com>

Bureau américain d'analyse économique. (2023, 5 juin). Accès interactif aux données des comptes économiques de l'industrie. Extrait du Bureau américain d'analyse économique.

Banque mondiale. (7 avril 2023). Dépenses courantes de santé (% du PIB). Extrait de la Banque mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SH.XPD.CHEX.GD.ZS>

Banque mondiale. (15 mai 2023). Indice de Gini. Extrait de la Banque mondiale : <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?end=2022&start=1968&view=chart>

Laboratoire des inégalités mondiales. (13 mai 2023). Données. Extrait de la base de données sur les inégalités mondiales : <https://wid.world/data/>